



Nouvelle gestion du campus : Le Coud met fin au désordre



Les campus sociaux de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad) s'ouvrent jeudi prochain, après plus de huit mois de fermeture. Mais cette réouverture s'accompagne d'un certain nombre de préalables qu'il faut régler et de mesures à respecter. C'est la fin d'une longue attente. Précédemment annoncée le 16 mars, la réouverture des campus sociaux de l'université Cheikh Anta Diop de Dakar est reportée jusqu'au jeudi 21 mars prochain à partir de 8 heures. Mais cette fois-ci, les autorités universitaires ne minimisent aucun détail pouvant compromettre la sécurité au sein de l'espace universitaire.

Dans un communiqué, la Direction des œuvres universitaires de Dakar (Coud) informe que cette réouverture est assortie d'un certain nombre de mesures. Lesquelles concernent, entre autres, «la suspension, jusqu'à nouvel ordre, des activités des associations communautaires, ethniques, culturelles, politiques et des mouvements citoyens, l'encadrement des activités des associations religieuses» au sein du campus social.

Par ailleurs, la direction du Coud invite les étudiants à se faire enrôler, un préalable pour fréquenter les cités universitaires et bénéficier d'œuvres sociales telles que le logement, les restaurants. Pour installer un climat de sécurité au sein des campus, «la direction du Coud a entamé, depuis le 31 janvier 2024, une vaste opération d'enrôlement des étudiants et de son personnel. Il s'agit de confectionner des cartes numérisées pour identifier tous les résidents et usagers des cités universitaires».

<https://lequotidien.sn/ucad-nouvelle-gestion-du-campus-le-coud-met-fin-au-desordre/>

Les candidats invités à signer une charte pour "une école de la réussite"



Des syndicats de l'enseignement ont invité, lundi, au siège du Syndicat des enseignants libres du Sénégal (SELS), les candidats à l'élection présidentielle à signer une charte d'engagement pour "une école sénégalaise de la réussite".

La signature de cette charte témoignerait de leur engagement à respecter dans les délais les engagements pris avec le gouvernement, notamment les Assises nationales de l'éducation et de la formation tenues en 2014, le respect du résiduel des différents protocoles d'accord signés, le recrutement conséquent d'enseignants et d'inspecteurs entre autres, ont-ils expliqué.

Devant les journalistes, le secrétaire général du SELS, Amidou Diédhiou, porte-parole de ces organisations syndicales, a souligné que "les candidats doivent s'engager publiquement à signer cette charte et démontrer ainsi (leur) engagement envers une gouvernance responsable et transparente".

La charte évoque aussi la responsabilité du nouvel élu à "prendre l'engagement d'agir avec honnêteté, éthique et justifier pour modifier le décret du 12 avril 1974 permettant ainsi de réviser le statut des enseignants décisionnaires dans la fonction publique".

"On a parcouru les programmes des différents candidats et c'est au regard de ce qui a été dit sur l'éducation et la formation que nous avons estimé utile d'adresser cette charte pour davantage de précisions sur des questions concrètes", a expliqué Amidou Diédhiou.

<https://aps.sn/les-candidats-invites-a-signer-une-charte-pour-une-ecole-de-la-reussite/>

Présidentielle 2024 : La COSYDEP étale ses exigences et souhaite entendre les candidats



En prélude de l'élection présidentielle du 24 Mars, la Cosydep, à travers une note, a étalé ses préoccupations aux candidats à l'élection présidentielle, à l'administration, aux électeurs entre autres parties prenantes pour réussir le pari d'une École sénégalaise de qualité, inclusive, résiliente, moderne et performante. Selon la note, l'élection est appréhendée comme un moment décisif de célébration de la démocratie, une opportunité pour échanger avec les candidats autour des grands défis systémiques et recueillir leurs engagements dans le secteur de l'éducation.

Avec une population majoritairement jeune, poursuit le communiqué, il est urgent de créer les conditions de partage d'offres pertinentes autour des problématiques qui intéressent la cible jeune, de manière à recréer et à entretenir l'espoir.

Aussi, pour ce faire, la Cosydep mise sur le triptyque « Programmes des candidats – Dispositif d'apprentissage – Capital humain ». D'où la rédaction de ces grandes lignes pour intensifier son intervention.

- Le renforcement de l'accompagnement des primo votants à travers le programme "Education Civique et Electorale-Lycée Modèle de la Citoyenneté et du Civisme" (ECE LM2C) ;

- L'organisation d'une session dénommée « Education Face aux Candidats » le jeudi 21 mars. Ce moment d'échanges entre les candidats et la communauté éducative réunira syndicats, Ong, PTF, APE, presse, organisations de jeunes autour des ambitions des candidats pour l'éducation ;

https://www.dakaractu.com/Education-et-Présidentielle-2024-La-COSYDEP-etale-ses-exigences-et-souhaite-entendre-les-candidats_a246059.html

"Daaray Sembène" plaide pour l'introduction de l'éducation au numérique dans les écoles



Daaray Sembène", Maison de la pédagogie de l'image, formule dans son rapport quinquennal 2019-2023, plusieurs recommandations, à l'intention du prochain gouvernement, dont l'introduction de l'éducation au numérique dans les écoles pour combattre l'"effritement des valeurs sociales".

Hadja Maï Niang présentait jeudi le rapport 2019-2023 de sa structure, intitulé "Planification pour l'amélioration de l'intégrité sociale" (PAIS).

Le rapport qui, selon elle, a diagnostiqué un "effritement des valeurs sociales" sénégalaises, lié au numérique et à l'audiovisuel, propose comme solution une éducation au numérique dans les écoles, voire jusqu'au niveau du supérieur.

L'étude, face au constat selon lequel la culture est "souvent associée à un folklore de bas étage", recommande au prochain gouvernement de "rehausser la vision de la culture", devenue un "fourre-tout".

Hadja Maï Niang relève pourtant l'importance de la culture pour un pays qui aspire au développement. "Sans culture, un homme est mort-né, un peuple est mort-né", dit-elle, ajoutant qu'elle permet de savoir "d'où on vient et où on va".

Abordant la question liée à la protection de l'enfance, le rapport dénonce "l'association de l'apprentissage du Coran au misérabilisme". Il propose l'ouverture de "daara" (écoles coraniques) modernes, en régime externat dans tous les coins et recoins du pays.

<https://www.sudquotidien.sn/daaray-sembene-plaide-pour-lintroduction-de-leducation-au-numerique-dans-les-ecoles/>

REVUE DE PRESSE

ACTU : EDUCATION-ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

Actualité internationale

LMD au Gabon : 17 ans après, tout est à refaire



«Le Gabon s'est engagé dans l'implémentation rapide et sans test préalable du système LMD», a déclaré ce lundi 18 mars à l'ouverture des Assises sur le LMD au Gabon, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation technologique. Ce dispositif, a poursuivi le Pr Hervé Ndoume Essingone, a été mis en œuvre pour satisfaire aux critères d'efficacité et d'efficience que la mondialisation imposait désormais. Il fallait donc une réforme systémique de l'université gabonaise devant allier démocratisation et qualité, autonomie des établissements et performance, compétitivité et rayonnement culturel.

Notamment, par l'introduction des méthodes pédagogiques plus actives mettant l'étudiant au centre de l'apprentissage, la mobilité et l'insertion professionnelle au cœur du projet. Les réformes LMD adoptées en 2007 dans cette perspective, supposaient pour ainsi dire, d'amender, réorganiser voire rénover des pans entiers d'un système d'enseignement supérieur au dans le pays établit depuis 1971 tant il ne répondait plus aux exigences et attentes d'étudiants d'autant que des questions quant à leur employabilité étaient soulevées. «Le LMD devait aider à relever ce challenge mais son application révèle de nombreux dysfonctionnements», a déclaré Hervé Ndoume Essingone.

Au nombre des dysfonctionnements, la diversité des pratiques du LMD entre les différentes institutions d'enseignement supérieur et même au sein d'un même établissement ; une architecture des programmes incomplète ;

<https://www.gabonreview.com/lmd-au-gabon-17-ans-apres-tout-est-a-refaire/>

ULSHB : LES FONCTIONS ESSENTIELLES ASSUMÉES DANS UN CONTEXTE CONJONCTUREL



Des échanges et des débats francs pour analyser les acquis et les insuffisances afin de trouver des boussoles nécessaires pour une meilleure projection dans le temps ! C'est ce qui a caractérisé la 12e session ordinaire du conseil de l'Université des Lettres et des Sciences humaines de Bamako (ULSHB) tenue lundi dernier (18 mars 2024) dans la Cité universitaire de Kabala sous la présidence du Pr. Doulaye Konaté.

Les administrateurs ont examiné les activités réalisées durant l'année universitaire 2022-2023 et adopté le Plan d'actions pour 2024. Le conseil a aussi examiné le budget 2023 et le projet de budget prévisionnel de 2024. Ils ont ainsi touché du doigt des questions épineuses, notamment les contraintes budgétaires qui étouffent les initiatives, les départs du personnel vers d'autres destinations sans l'aval de l'administration, les revendications syndicales...

«Au nombre des difficultés que rencontrent les différentes structures de l'université, il y a l'épineuse question du chevauchement des années universitaires avec différentes cohortes d'étudiants qui se superposent. Ce qui contribue à amplifier les difficultés d'infrastructures avec d'énormes problèmes de gestion des ressources humaines et financières ainsi que des emplois du temps», a souligné le président du conseil, Pr. Doulaye Konaté

<https://bamada.net/universite-des-lettres-et-des-sciences-humaines-de-bamako-les-fonctions-essentielles-assumees-dans-un-contexte-conjoncturel>

Université Hassan II : Comment la technologie réinvente l'enseignement des langues



Dans un contexte d'ouverture culturelle, la maîtrise des langues étrangères s'impose comme une exigence qui influence grandement la réussite professionnelle. Les Universités marocaines, de plus en plus conscientes de ce changement et en déploiement de la réforme du système de l'enseignement supérieur au Maroc, ont rompu, cette année, avec l'ancien régime qui énonçait le caractère facultatif des modules de langues. Résultat : elles ont fini par adopter une ingénierie pédagogique innovante, avec comme défi : l'amélioration des capacités linguistiques des étudiants, de manière à leur permettre de faire face aux immenses défis posés, notamment ceux en rapport avec l'Intelligence Artificielle.

Joignant cette réforme, initiée dans le cadre du Plan national d'accélération de la transformation de l'écosystème de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de l'innovation (PACTE ESRI 2030), l'Université Hassan II de Casablanca fait de l'enseignement des langues une priorité, qu'il soit de champs disciplinaires bien particuliers ou bien de modules complémentaires à la formation disciplinaire. Pour réussir cette approche, l'université s'appuie sur la plateforme internationale Rosetta Stone, permettant aux étudiants de développer leurs compétences linguistiques dans près de 25 langues.

https://www.lopinion.ma/Universite-Hassan-II-de-Casablanca-Comment-la-technologie-reinvente-l-enseignement-des-langues_a51718.html

Le collège communautaire peut être une passerelle vers un diplôme de 4 ans



Les collèges communautaires sont souvent présentés comme un début abordable pour les étudiants qui souhaitent obtenir un diplôme en quatre ans. Et c'est pour une bonne raison : les frais de scolarité et les frais annuels moyens pour les collèges de deux ans sont de moins de 4 000 \$.

Mais moins d'un étudiant de l'Indiana sur dix qui s'inscrit dans un collège communautaire obtient un diplôme dans un établissement de quatre ans, selon données fédérales récemment publiées. L'Indiana a le troisième taux de réussite le plus bas du pays.

«C'est ridicule», a déclaré Tyre'k Swanigan, un ancien étudiant de l'Ivy Tech Community College d'Indianapolis. «Honnêtement, ça m'énerve, parce que j'étais chez Ivy Tech. Et c'est moi. Comme ce numéro – j'en fais partie.

Les collèges communautaires proposent des diplômes de deux ans et des programmes de certificat à court terme qui peuvent aider les étudiants à trouver de bons emplois. Mais les diplômes de licence peuvent finalement conduire à des revenus plus élevés. Et environ 80 pour cent des étudiants des collèges communautaires américains disent qu'ils envisagent de passer à des écoles de quatre ans.

https://www.nouvelles-du-monde.com/le-college-communautaire-peut-etre-une-passerelle-vers-un-diplome-de-4-ans/#google_vignette